

# LE TEMPS

---

Crise grecque 10:31

## Angela Merkel prise en tenailles

Par Nathalie Versieux, Berlin

**La chancelière, qui rencontre vendredi à Berlin le premier ministre grec Georges Papandréou, est écartelée entre son désir de stabiliser l'euro et les réticences de l'opinion allemande**

Trente minutes d'entretien, selon le programme officiel. Un message limpide, si on en croit le ministre de l'Economie. Rainer Brüderle a précisé jeudi qu'Angela Merkel dira «très clairement» ce vendredi au premier ministre grec Georges Papandréou que «nous devons être fidèles au principe selon lequel chaque pays doit résoudre ses propres problèmes». A Berlin, le ton s'est durci ces derniers jours en direction d'Athènes. Car si elle est consciente de la nécessité d'aider Athènes, la chancelière - allemande ne sait comment «vendre» cette nécessité à son opinion.

De fait, la chancelière se trouve dans une situation très délicate. Les Allemands, jadis jaloux de la valeur du mark, sont plus que leurs voisins soucieux de la stabilité de l'euro menacée par la crise grecque. Sans compter que l'Allemagne serait massivement menacée en cas de faillites dans le sud de l'Europe: les pays dits «faibles» de la zone euro sont endettés à hauteur de 383 milliards d'euros (560 milliards de francs) auprès des banques allemandes, dont 43 milliards d'euros (63 milliards de francs) pour la Grèce. Les banques allemandes, affaiblies par la crise de 2008, ne peuvent risquer une nouvelle secousse. Josef Ackermann en tête, les banquiers allemands pressent le gouvernement allemand d'intervenir. «Le cas grec est bien plus compliqué et délicat que celui de Lehman Brothers», estime-t-on dans les rangs du gouvernement.

Mais trois obstacles de taille s'opposent à toute intervention. Tout d'abord l'opinion, chauffée par la campagne anti-Grèce du très populaire Bild Zeitung (12 millions de lecteurs par jour), est profondément hostile à toute idée d'une intervention allemande sur le dos du contribuable. «Les Grecs dilapident nos beaux euros à coups de grèves et de moralité douteuse», s'insurge le Bild.

Si 70% des Allemands étaient opposés à une intervention allemande au début de la crise grecque, ils sont aujourd'hui 80% à refuser de payer pour la Grèce. A deux mois de très importantes élections régionales en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Angela Merkel ne prendra pas le risque de brusquer l'opinion. «Je ne crois pas qu'elle survivrait politiquement si elle virait de l'argent à Athènes plutôt qu'à Hanovre ou à Leipzig», jugeait mercredi l'économiste Willem Buiters dans les colonnes du quotidien des affaires Handelsblatt. La coalition au pouvoir à Berlin perdrait la majorité au sein du Bundesrat (Chambre haute du parlement), si elle perdait les élections de Rhénanie.

La chancelière doit également faire face à l'hostilité de son partenaire libéral au sein de la coalition, le FDP, qui a fait de la baisse des impôts le mot d'ordre de sa campagne électorale de septembre dernier. «Les Grecs doivent s'aider eux-mêmes», est devenu le leitmotiv des libéraux sur le sujet.

Enfin, Angela Merkel risquerait «une plainte devant la Cour constitutionnelle de Karlsruhe si elle - intervenait, rappelle Daniela Schwarzer, chercheuse à la Fondation Science et politique de Berlin. Dans son jugement sur le Traité de Maastricht, la haute juridiction avait donné en 1993 une interprétation restrictive de la clause qui interdit le sauvetage d'un Etat de la zone euro.»

La crise grecque pousse en tout cas l'Allemagne à faire quelques timides pas en direction de l'idée d'une gouvernance économique au niveau européen, un thème cher au président Nicolas Sarkozy qui se heurtait jusqu'à la crise grecque au refus catégorique de l'Allemagne. Jusque-là, Berlin considérait en effet le projet de gouvernement économique européen comme une tentative de Paris de remettre en cause l'indépendance de la Banque centrale européenne. «Nous sommes d'accord qu'il faut renforcer la coordination des politiques économiques à un moment où l'euro connaît à coup sûr une grande phase de défi», assurait lundi la chancelière. A condition toutefois que les choses n'aillent pas trop vite. Le plan «Europe 2020» par exemple, présenté mercredi par le président de la Commission européenne José Manuel Barroso pour succéder à l'échec de Lisbonne, va trop loin aux yeux des Allemands pour qui «la réduction de la pauvreté par exemple n'a rien à faire» dans la politique européenne.

**LE TEMPS © 2009 Le Temps SA**